



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

**Le mercredi 17 décembre 1997 — N° 150**

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

**QUÉBEC**

**17 décembre 1997**

---

**17 décembre 1997**

---

**Le mercredi 17 décembre 1997**

**N° 150**

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

M. le Président communique et dépose :

Le document intitulé : « Réforme parlementaire – Thème 5 : Présence des témoins en commission parlementaire ».

(Dépôt n° 1388-971217)

### **Présentation de projets de loi**

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 403Loi sur la Grande bibliothèque du Québec.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

M. Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1389-971217)

**17 décembre 1997**

---

\_\_\_\_\_

M. Perreault, ministre d'État à la Métropole, dépose :

Le rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1390-971217)

\_\_\_\_\_

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose :

Le rapport annuel du Conseil du trésor, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1391-971217)

\_\_\_\_\_

M. Ménard, ministre de la Justice, dépose :

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997:

—l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec;

(Dépôt n° 1392-971217)

—l'Ordre des technologues professionnels du Québec;

(Dépôt n° 1393-971217)

\_\_\_\_\_

M. Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

Le rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1394-971217)

\_\_\_\_\_

**17 décembre 1997**

---

M. Rioux, ministre du Travail, dépose :

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1395-971217)

---

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Revenu, dépose :

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1396-971217)

L'entente sur la transmission de renseignements concernant les prestataires admissibles au programme d'allocation-logement unifiée.

(Dépôt n° 1397-971217)

---

M. le Président dépose le rapport de mission suivant :

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, président de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée annuelle de l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments (ERC/CSG), tenue à Portland (Maine), du 27 au 30 juillet 1997.

(Dépôt n° 1398-971217)

#### **Dépôts de rapports de commissions**

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 15 décembre 1997, a étudié en détail le projet de loi :

n° 183Loi concernant le budget de la Ville de Montréal – Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 1399-971217)

---

**17 décembre 1997**

---

M. Lachance (Bellechasse) dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 16 décembre 1997, a étudié en détail le projet de loi :

n° 179 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune – Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 1400-971217)

### **Dépôt de pétitions**

M. Fournier (Châteauguay) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 990 serveuses et serveurs travaillant au Québec, concernant l'imposition des revenus de pourboires.

(Dépôt n° 1401-971217)

\_\_\_\_\_

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Laporte (Outremont) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 369 citoyennes et citoyens et responsables de groupes communautaires du comté d'Outremont, concernant la réouverture du bureau ouest (Côte-des-Neiges) de la Régie du logement.

(Dépôt n° 1402-971217)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Ouimet (Marquette) dépose :

**17 décembre 1997**

---

Le document d'orientation, présenté au Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques le 5 décembre 1997, et la lettre de présentation dudit document, signée par M. Guy Demers, directeur de la formation professionnelle et technique au ministère de l'Éducation.  
(Dépôt n° 1403-971217)

### **Votes reportés**

L'Assemblée procède au vote reporté à la séance du 16 décembre 1997 sur la motion sans préavis de M. Fournier (Châteauguay). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale du Québec salue les efforts conjugués de l'Assemblée nationale, de la Chambre des communes et du Sénat canadien, qui ont conduit à l'adoption de la résolution de modification constitutionnelle permettant la mise en place de commissions scolaires linguistiques.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 183 en annexe)

Pour: **116** Contre: **0** Abstention: **0**

### **Motions sans préavis**

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) présente une motion concernant le service de maintien à domicile des personnes handicapées; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Bergman (D'Arcy-McGee) présente une motion concernant le respect des règles édictées dans la Charte de la langue française; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

**17 décembre 1997**

---

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants : n° 256, Loi concernant la Ville de Blainville, n° 261, Loi concernant la Ville de Shawinigan, n° 226, Loi concernant la Ville de Varennes, n° 260, Loi concernant la Ville d'Otterburn Park; afin de procéder à l'étude des projets de lois suivants : n° 198, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine, n° 197, Loi sur l'Agence de développement du Centre de villégiature de Mont-Tremblant; et, enfin, de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 171, Loi sur le ministère des Régions;
- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 224, Loi concernant l'adoption de Rémi Julien;
- la Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 248, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires du Québec;
- la Commission des finances publiques, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 259, Loi concernant la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption*

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi n° 175, Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

**17 décembre 1997**

---

\_\_\_\_\_

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi n° 160, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 160 est adopté.

\_\_\_\_\_

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi n° 39, Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (*titre modifié*), soit adopté.

Le débat s'ensuit.

\_\_\_\_\_

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

\_\_\_\_\_

La séance reprend à 15 h 02.

\_\_\_\_\_

#### *Adoption*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, proposant que le projet de loi n° 39, Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (*titre modifié*), soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 39 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

**17 décembre 1997**

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Le débat s'ensuit.

M. Jolivet, leader du gouvernement, propose l'ajournement du débat; la motion est adoptée à la majorité des voix.

*Adoption du principe*

M. Jolivet, ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi n° 185, Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives, et il propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Le débat s'ensuit.

\_\_\_\_\_

À 18 heures, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

\_\_\_\_\_

La séance reprend à 20 h 00.

\_\_\_\_\_

*Adoption du principe*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Jolivet, ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire, proposant que le principe du projet de loi n° 185, Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

M. Jolivet, leader du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

**17 décembre 1997**

---

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 184 en annexe)

Pour: **48**    Contre: **27**    Abstention: **0**

En conséquence, le débat est ajourné.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrégularité de la motion d'ajournement du débat présenté par M. Jolivet, leader du gouvernement, et, par conséquent, du vote sur cette motion.

Après avoir entendu quelques remarques de part et d'autre sur cette question de règlement, M. Pinard, vice-président, prend la question en délibéré.

À la suite d'une suspension des travaux, M. Pinard, vice-président, rend la décision suivante :

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le leader du gouvernement avait déjà exercé son droit de parole dans le cadre du débat sur l'adoption du principe du projet de loi n° 185; en conséquence, il aurait dû être empêché de présenter une motion en vue d'ajourner ce débat. Compte tenu que le vote a eu lieu sur la motion, l'irrégularité de celle-ci ne peut plus être soulevée. En effet, la motion ayant été adoptée, elle devient un ordre ou une résolution en vertu de l'article 186 du Règlement et ne peut être révoquée que sur motion sans préavis d'un ministre.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

---

À 0 heures, le débat est ajourné. M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 18 décembre 1997, à 10 heures.

**17 décembre 1997**

---

**SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mercredi 17 décembre 1997, à 8 h 36, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bertrand (Charlevoix), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de Mme Doyer (Matapédia), la représentante du premier ministre, et de M. Bédard, directeur du Secrétariat de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Louis Lebel, Administrateur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

n° 149 Loi portant réforme du régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives

n° 400 Loi édictant diverses dispositions législatives relatives à la formation dans l'industrie de la construction

*Le Président*

**JEAN-PIERRE CHARBONNEAU**

17 décembre 1997

---

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion sans préavis de M. Fournier (Châteauguay), débattue le 16 décembre 1997, concernant l'amendement constitutionnel permettant les commissions scolaires linguistiques.

(Vote n° 183)

POUR - 116

Barbeau	Campeau	Gaulin	Létourneau
Baril	Caron	Gautrin	Loiselle
( <i>Arthabaska</i> )	Carrier-Perreault	Gauvin	Maciocia
Baril	Chagnon	Gendron	MacMillan
( <i>Berthier</i> )	Chalifoux	Gobé	Malavoy
Beaudoin	Charest	Harel	Marois
Beaumier	Chenail	Houda-Pepin	Marsan
Bégin	Cherry	Johnson	Ménard
Bélanger	Chevrette	Jolivet	Middlemiss
( <i>Anjou</i> )	Ciaccia	Julien	Morin
Bélanger	Cliche	Jutras	( <i>Dubuc</i> )
( <i>Mégantic-Compton</i> )	Copeman	Kelley	Morin
Benoit	Côté	Lachance	( <i>Nicolet-Yamaska</i> )
Bergman	Cusano	Lafrenière	Mulcair
Bertrand	Delisle	Lamquin-Ethier	Ouimet
( <i>Charlevoix</i> )	Désilets	Landry	Papineau
Bertrand	Deslières	( <i>Bonaventure</i> )	Paquin
( <i>Portneuf</i> )	Dion	Landry	Paradis
Bissonnet	Dionne-Marsolais	( <i>Verchères</i> )	Paré
Blais	Doyer	Laporte	Payne
Boisclair	Duguay	Laprise	Pelletier
Bordeleau	Dumont	Laurin	Perreault
Bouchard	Facal	Le Hir	Pinard
Boucher	Farrah	Leblanc	Poulin
Boulerice	Filion	Leduc	Rioux
Bourbeau	Fournier	Lefebvre	Rivard
Brassard	Frulla	Léger	Robert
Brien	Gagnon	Lelièvre	Rochon
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Léonard	Signori
Brouillet	Garon	LeSage	
Simard	Sirros	Vaive	Vermette
( <i>Richelieu</i> )	Trudel	Vallières	Williams

17 décembre 1997

---

**CONTRE - 0**

**ABSTENTION - 0**

---

Sur la motion de M. Jolivet, leader du gouvernement, proposant l'ajournement du débat sur l'adoption du principe du projet de loi n° 185 :

(Vote n° 184)

**POUR - 48**

Barbeau	Carrier-Perreault	Jolivet	Morin
Baril	Charest	Julien	<i>(Nicolet-Yamaska)</i>
<i>(Arthabaska)</i>	Chevrette	Jutras	Papineau
Baril	Cliche	Lachance	Paquin
<i>(Berthier)</i>	Côté	Landry	Paré
Beaumier	Désilets	<i>(Bonaventure)</i>	Payne
Bégin	Dion	Laprise	Pelletier
Bertrand	Doyer	Leduc	Rioux
<i>(Charlevoix)</i>	Duguay	Léger	Robert
Blais	Facal	Lelièvre	Saint-André
Boucher	Gagnon	Malavoy	Signori
Boulerice	Garon	Morin	Trudel
Campeau	Gaulin	<i>(Dubuc)</i>	Vermette
Caron	Gendron		

**CONTRE - 27**

Bécharde	Bordeleau	Chalifoux	Cusano
Benoit	Brodeur	Chenail	Delisle
Bergman	Chagnon	Copeman	Dumont

**17 décembre 1997**

---

Farrah  
Gautrin  
Gauvin  
Gobé

Houda-Pepin  
Kelley  
Lafrenière  
Leblanc

Lefebvre  
Maciocia  
MacMillan  
Middlemiss

Paradis  
Poulin  
Sirros

**ABSTENTION - 0**